

ÉTATS-UNIS

Un an après son élection, Barack Obama est parvenu à faire avancer un certain nombre de grands dossiers, mais il a perdu le soutien des centristes et a dû se résoudre à mener une politique plus partisane pour arriver à ses fins.

Un an après son élection, le président américain a dû modifier sa stratégie politique

DE NOTRE BUREAU DE NEW YORK.

Après la victoire historique de Barack Obama le 4 novembre 2008, porté par 52 % des suffrages, la nouvelle administration démocrate arrive bientôt au terme d'une première année au pouvoir qu'elle espère auréolée par le vote de la réforme de l'assurance-santé. « *Malgré l'impatience et les frustrations, le programme du président continue de dominer l'agenda politique et il est sur le point de faire passer l'une des législations sociales les plus significatives depuis le New Deal* », estime Lawrence Jacobs, professeur de sciences politiques à l'université du Minnesota.

Pourtant, d'un point de vue politique, sa base s'est effritée. Le président a perdu des alliés, notamment les indépendants, qui s'étaient ralliés à son élection. « *Il a très rapidement perdu l'électorat centriste. Au troisième trimestre, il a battu un record en déclin de popularité* », constate John Samples, directeur du Center for Representative Government au Cato Institute. L'une des raisons, estime Michael Franc, vice-président pour les relations gouver-



Le prochain test pour Barack Obama sera les élections de mi-mandat de 2010.

nementales de la très conservatrice Heritage Foundation, est qu'il a délégué la mise en œuvre de son programme aux présidents des comités de la Chambre et du Sénat. « *Ce sont eux qui sont devenus le visage*

de l'administration Obama. Très libéraux, ils ont des ambitions qui ne correspondent pas aux attentes des centristes », estime-t-il.

Depuis l'été, alors que le président avait jusque-là toujours cher-

ché à tendre la main à l'opposition, il s'est résolu à une approche plus partisane pour parvenir à ses fins. La réforme de la santé, par exemple, n'aura pas de voix républicaine en sa faveur, à l'exception peut-être d'une au Sénat. « *Il n'y a pas de précédent dans l'histoire législative américaine où un texte de loi majeur suscite autant d'acrimonie et d'intenses positions partisans* », remarque Michael Franc. Pourtant, le Parti républicain est toujours en lambeaux. « *L'administration Bush lui a causé beaucoup de dégâts. Une combinaison de partisans de la*

guerre et d'évangélistes ne peut pas gagner », assure John Samples. Mais les républicains ont retrouvé de la pugnacité sur les dossiers très techniques, comme celui de la santé.

Cet énorme chantier a pris beaucoup de temps aux deux Assemblées et deux des trois réformes que l'administration espérait faire passer cette année (le climat et la régulation financière) risquent d'être retardées et peut-être, dans le cas du climat, d'échouer.

Gestion de la crise saluée

Si la bipolarisation s'est accrue entre les deux camps, certains experts voient aussi les tensions s'affirmer au sein même du Parti démocrate. « *Il y a un risque de rupture entre l'aile modérée du parti et les plus libéraux sur la question d'une option publique pour l'assurance-santé et sur l'Afghanistan* », estime Lawrence Jacobs. Les relations internationales sont en effet de nouveau sur le devant de la scène. « *En lui octroyant le prix Nobel de la paix, le comité Nobel n'a pas fait de cadeau au président, mais ce dernier a su gérer la situation* », remarque Thomas Mann, chercheur à la Brookings Institution.

Sur le plan économique, la gestion de la crise, avec le vote du Recovery Act, plan de relance fiscale à 787 milliards de dollars, a été saluée, même si certains trouvent que le président a la main trop légère avec Wall Street. « *Il a évité l'abysse d'une dépression économique et d'un effondrement du système*

financier. La question est de savoir quand la croissance sera suffisante pour créer des emplois », observe Thomas Mann.

Le prochain test sera les élections législatives de 2010. « *Si Barack Obama perd plus de 20 sièges à la Chambre et 5 au Sénat, on le verra prendre un virage à droite* », estime John Samples. Une éventualité qui pèserait sur les chantiers législatifs prévus pour l'an prochain : immigration, retraites et travail.

VIRGINIE ROBERT